La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Novembre 2006 : Excédent budgétaire de 0,3 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 0,3 milliard de dollars a été enregistré en novembre 2006, soit un peu plus que l'excédent ajusté de 0,1 milliard enregistré en novembre 2005. Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 6,0 %, en raison de la forte poussée des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la retenue d'impôt des non-résidents, que la baisse des taxes et des droits d'accise a partiellement annulée. Les charges de programmes ont pour leur part augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 7,8 %, en raison des hausses des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères. Les frais de la dette publique ont baissé de 0,3 milliard de dollars.

D'avril à novembre 2006 : Excédent budgétaire de 6,1 milliards de dollars

L'excédent budgétaire estimatif au cours des huit premiers mois de l'exercice 2006-2007 s'élève à 6,1 milliards de dollars, soit 0,5 milliard de moins que celui de 6,6 milliards dégagé durant la même période de 2005-2006. Les revenus budgétaires ont progressé de 6,4 milliards de dollars, ou 4,6 %, ce qui tient à une forte croissance des revenus tirés des impôts sur le revenu, contrebalancée en partie par une baisse des revenus tirés des taxes d'accise et des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 7,1 milliards, ou 6,4 %, en raison d'une hausse des transferts et des autres charges de programmes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars.

Avis aux lecteurs :

Depuis le numéro d'avril de La revue financière, *afin de faciliter la comparaison avec les résultats mensuels de l'exercice 2006-2007, les revenus et les charges à compter de 2005 ont été ajustés selon le mode de présentation des données au brut, qui a été utilisé dans le budget de 2006. Les revenus ont aussi été ajustés pour répartir également le coût de deux mesures rétroactives applicables à l'année d'imposition 2005, soit la hausse du montant personnel de base et la réduction du taux de l'impôt, qui est alors passé de 16 % à 15 %. Cet ajustement des revenus a également eu un impact sur les excédents indiqués pour la période d'avril à décembre 2005.*

Novembre 2006

Un excédent budgétaire de 0,3 milliard de dollars a été enregistré en novembre 2006, soit un peu plus que l'excédent ajusté de 0,1 milliard de novembre 2005.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 6,0 %, pour s'établir à 18,3 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 10,9 %, en novembre, après un gain d'à peine 0,5 % en octobre.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 0,1 milliard de dollars, ou 4,1 %. Ces dernières peuvent varier d'un mois à l'autre, car des montants importants au titre des remboursements ou des règlements de fin d'exercice peuvent être consignés au cours de n'importe quel mois donné. De plus, les cotisations ou les nouvelles cotisations, qui peuvent se rapporter à des activités survenues plusieurs années auparavant, influeront parfois sur les résultats d'un mois donné.

2007-01962/

- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues d'impôt des non-résidents – ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ce qui reflète surtout un paiement ponctuel relativement à la vente d'actifs canadiens par une société non résidente.
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,5 milliard de dollars en raison d'une baisse de 18,4 % des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) à la suite de la diminution de 1 point de pourcentage du taux de cette taxe à compter du 1er juillet 2006.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 7,9 % en raison de la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,95 $ à 1,87 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2006, et du transfert à la province de Québec, à cette même date, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province ainsi que des cotisations qui s'y rattachent.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 3,5 %. Ces revenus varient d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes se sont élevées à 15,3 milliards de dollars en novembre 2006, en hausse de 1,1 milliard, ou 7,8 %, par rapport à novembre 2005, ce qui tient à l'augmentation des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense nationale.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 5,6 %.

- Les transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 8,0 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 5,3 %. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,9 % en raison d'une baisse des prestations parentales et de maternité. Les prestations pour enfants comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la nouvelle Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), dont le service a commencé le 1er juillet 2006; elles ont connu une hausse de 0,2 milliard en raison des transferts dans le cadre du nouveau programme de la PUGE.
- Les transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts pour la santé et les autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, les transferts au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 8,9 %.
- Les subventions et autres transferts ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 5,2 %. Cette composante peut être volatile d'un mois à l'autre.

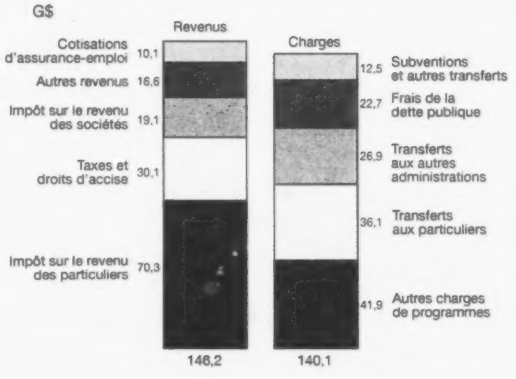
Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale. Ces charges reflètent également les résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Elles ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 11,8 %, en raison de la hausse des charges d'un certain nombre de ministères.

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,3 milliard de dollars.

D'avril à novembre 2006

L'excédent budgétaire estimatif au cours des huit premiers mois de l'exercice 2006-2007 s'élève à 6,1 milliards de dollars, soit 0,5 milliard de moins que celui de 6,6 milliards dégagé durant la même période de l'exercice précédent.

Revenus et charges
(avril-novembre 2006)

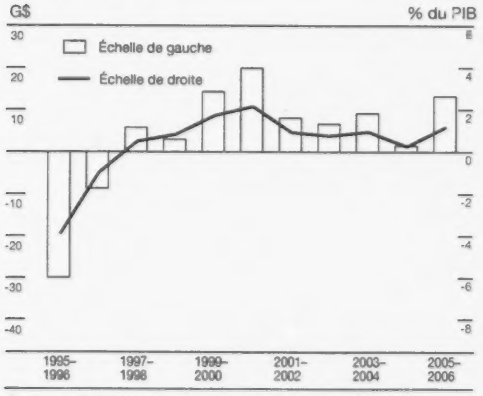


Les revenus budgétaires ont progressé de 6,4 milliards de dollars, ou 4,6 %, durant les huit premiers mois de l'exercice, totalisant 146,2 milliards.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,9 milliards de dollars, ou 9,2 %, sous l'effet de la forte progression de l'emploi, des traitements et des salaires, ainsi que de la progressivité du régime d'impôt sur le revenu des particuliers.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont progressé de 1,7 milliard de dollars, ou 9,5 %, en raison de l'augmentation de la base des acomptes provisionnels, qui découle pour sa part de la croissance des bénéfices en 2005 et en 2006. Les résultats obtenus jusqu'ici à ce chapitre ne sont pas représentatifs des résultats qui seront enregistrés en bout de ligne pour l'ensemble de l'exercice. Près des deux tiers des revenus tirés de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sont attribuables à des sociétés dont l'exercice prend fin entre octobre et décembre, de sorte que la moitié de ces rentrées environ sont perçues au cours des quatre derniers mois de l'exercice, lorsque ces sociétés doivent verser des paiements de règlement relativement à tout écart entre l'impôt dont elles sont effectivement redevables et les acomptes qu'elles ont versés. Par conséquent, même après les huit premiers mois de l'exercice, les résultats peuvent différer nettement de ceux obtenus pour tout l'exercice.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont grimpé de 0,8 milliard de dollars, ou 28,8 %, sous l'effet d'un paiement ponctuel relativement à la disposition d'actifs canadiens par une société non résidente.
- Les revenus tirés des taxes et des droits d'accise ont fléchi de 1,9 milliard de dollars, ou 5,9 %, en raison essentiellement de la baisse de 2,0 milliards des rentrées de la TPS par suite de la réduction du taux de cette dernière à compter du 1er juillet 2006. Les revenus provenant des taxes de vente et d'accise ont pour leur part diminué de 0,1 milliard, ou 0,9 %. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard, ou 4,4 %, et il y a eu une augmentation de 12 millions de dollars des revenus perçus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien.
- Les cotisations d'asssurance-emploi ont diminué de 7,3 % en raison de la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,95 $ à 1,87 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2006, et du transfert à la province de Québec, à cette même date, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province ainsi que des cotisations qui s'y rattachent.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,8 milliards de dollars, ou 6,3 %.

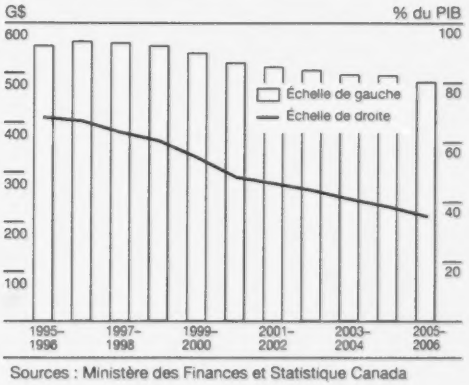
Les charges de programmes engagées d'avril à novembre 2006 se sont établies à 117,5 milliards de dollars, soit 7,1 milliards, ou 6,4 %, de plus que durant la même période en 2005-2006; cette hausse est attribuable à l'augmentation à la fois des transferts et des coûts de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars.

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Les paiements de transfert, qui représentent environ les deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 4,1 milliards de dollars, ou 5,8 %.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 5,1 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,8 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 3,9 % d'une année sur l'autre, ce qui s'explique principalement par la diminution des prestations parentales et de maternité, par suite du transfert à la province de Québec du service de prestations parentales et de maternité dans cette province et des cotisations qui s'y rattachent à compter du 1er janvier 2006. Enfin, les prestations pour enfants ont augmenté de 19,0 % en raison des transferts au titre de la nouvelle PUGE, dont le versement a débuté le 1er juillet 2006.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, ou 7,1 %, surtout en raison de l'effet de l'accord de 2004 sur les soins de santé et d'un transfert de 650 millions de dollars aux provinces et aux territoires en juillet 2006 au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,6 milliard de dollars, ou 4,9 %, en raison de la hausse des paiements de transfert dans différents ministères, en particulier Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 2,9 milliards de dollars, ou 7,5 %, en raison de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères et organismes ainsi que d'une majoration ponctuelle des obligations estimatives de l'État au titre des régimes de pension en septembre 2006.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,6 %, d'abord à cause de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

Ressources financières de 2,8 milliards de dollars d'avril à novembre 2006

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins de 3,3 milliards de dollars d'avril à novembre, par suite des paiements effectués aux provinces et à des organismes internationaux aux termes du projet de loi C-48. Les besoins ont diminué par rapport à ceux de 8,0 milliards pour la même période en 2005-2006. Cette diminution des besoins tient principalement au transfert des actifs du Régime de pensions du Canada détenus par le gouvernement à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada en 2005-2006, ainsi qu'à la hausse des ressources financières dégagées dans le cadre des opérations de change du fait des fluctuations des taux de change.

Considérant un excédent budgétaire de 6,1 milliards de dollars et des besoins de 3,3 milliards au titre des opérations non budgétaires, les huit premiers mois de 2006-2007 se sont soldés par des ressources financières nettes de 2,8 milliards de dollars, comparativement à des besoins nets de 1,4 milliard au cours de la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en baisse de 7,4 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 2,8 milliards de dollars et une baisse de 4,6 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 7,4 milliards sa dette contractée sur les marchés à la fin du mois de novembre 2006; la réduction a surtout touché les bons du Trésor et les emprunts libellés en devises. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de novembre s'élevaient à 13,3 milliards de dollars.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Novembre		Avril à novembre	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	17 268	18 311	139 767	146 188
Charges				
Charges de programmes	-14 193	-15 298	-110 392	-117 456
Frais de la dette publique	-2 990	-2 709	-22 789	-22 650
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	85	304	6 586	6 082
Opérations non budgétaires	47	-396	-8 020	-3 314
Ressources ou besoins financiers	132	-92	-1 434	2 768
Variation nette dans les activités de financement	3 275	10 010	-8 697	-7 383
Variation nette dans l'encaisse	3 407	9 918	-10 131	-4 615
Encaisse à la fin de la période			7 025	13 346

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	Novembre			Avril à novembre		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 718	8 560	10,9	64 339	70 252	9,2
Impôt sur le revenu des sociétés	2 393	2 490	4,1	17 462	19 125	9,5
Autres impôts sur le revenu	343	994	189,8	2 684	3 457	28,8
Total des impôts sur le revenu	10 454	12 044	15,2	84 485	92 834	9,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 006	2 452	-18,4	22 997	21 036	-8,5
Droits de douane à l'importation	329	304	-7,6	2 327	2 429	4,4
Taxes de vente et d'accise	797	833	4,5	6 458	6 401	-0,9
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	25	30	20,0	231	243	5,2
Total des taxes et droits d'accise	4 157	3 619	-12,9	32 013	30 109	-5,9
Total des revenus fiscaux	14 611	15 663	7,2	116 498	122 943	5,5
Cotisations d'assurance-emploi	896	825	-7,9	10 902	10 101	-7,3
Autres revenus	1 761	1 823	3,5	12 367	13 144	6,3
Total des revenus budgétaires	17 268	18 311	6,0	139 767	146 188	4,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Novembre			Avril à novembre		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 433	2 562	5,3	19 251	20 179	4,8
Prestations d'assurance-emploi	1 050	1 041	-0,9	8 990	8 635	-3,9
Prestations fiscales pour enfants	779	1 000	28,4	6 148	7 319	19,0
Total	4 262	4 603	8,0	34 389	36 133	5,1
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 584	1 679	6,0	12 667	13 427	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	685	709	3,5	5 483	5 667	3,4
Total	2 269	2 388	5,2	18 150	19 094	5,2
Transferts fiscaux	1 045	1 125	7,7	8 492	8 856	4,3
Villes et collectivités du Canada	0	38	s.o.	394	344	-12,7
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	0	s.o.	0	650	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-261	-227	-13,0	-1 939	-2 055	6,0
Total	3 053	3 324	8,9	25 097	26 889	7,1
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	161	324	101,2	896	1 371	53,0
Affaires étrangères et Commerce international	182	189	3,8	1 389	1 311	-5,6
Santé	173	208	20,2	1 183	1 261	6,6
Ressources humaines et Développement social	132	136	3,0	1 045	1 078	3,2
Affaires indiennes et du Nord	563	351	-37,7	3 239	3 105	-4,1
Industrie	118	135	14,4	1 247	1 252	0,4
Autres	532	421	-20,9	2 939	3 149	7,1
Total	1 861	1 764	-5,2	11 938	12 527	4,9
Total des paiements de transfert	9 176	9 691	5,6	71 424	75 549	5,8
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	100	126	26,0	868	890	2,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	172	172	0,0	1 366	1 355	-0,8
Autres	185	241	30,3	2 154	2 218	3,0
Total	457	539	17,9	4 388	4 463	1,7
Défense	1 249	1 435	14,9	9 540	10 252	7,5
Tous les autres ministères et organismes	3 311	3 633	9,7	25 040	27 192	8,6
Total des autres charges de programmes	5 017	5 607	11,8	38 968	41 907	7,5
Total des charges de programmes	14 193	15 298	7,8	110 392	117 456	6,4
Frais de la dette publique	2 990	2 709	-9,4	22 789	22 650	-0,6
Total des charges budgétaires	17 183	18 007	4,8	133 181	140 106	5,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Novembre		Avril à novembre	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	85	304	6 586	6 082
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-193	-247	-1 171	-1 289
Autres activités d'investissement	-251	-849	-2 386	-2 634
Comptes de pension et autres comptes	-15	498	-549	3 384
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	584	157	-6 491	-6 398
Opérations de change	-314	-207	544	1 585
Amortissement des immobilisations corporelles	236	252	2 033	2 038
Total des autres activités	506	202	-3 914	-2 775
Total des opérations non budgétaires	47	-396	-8 020	-3 314
Ressources ou besoins financiers nets	132	-92	-1 434	2 768

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Novembre		Avril à novembre	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	132	-92	-1 434	2 768
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 253	3 299	-1 410	3 554
Bons du Trésor	900	8 200	-2 500	-3 700
Obligations d'épargne du Canada	-448	-1 338	-945	-1 808
Autres	-15	-3	-196	-1 133
Total	3 690	10 158	-5 051	-3 087
Emprunts en devises	-217	58	-3 498	-3 964
Total	3 473	10 216	-8 549	-7 051
Réévaluation de swaps de devises	48	92	-27	218
Escomptes non amortis des émissions obligataires	-231	-285	-184	-487
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-15	-13	63	-63
Variation nette dans les activités de financement	3 275	10 010	-8 697	-7 383
Variation dans l'encaisse	3 407	9 918	-10 131	-4 615

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2006	30 novembre 2006	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	101 432	96 139	-5 293
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	261 134	264 688	3 554
Bons du Trésor	131 597	127 897	-3 700
Obligations d'épargne du Canada	17 342	15 534	-1 808
Autres	3 102	1 969	-1 133
Total partiel	413 175	410 088	-3 087
Payable en devises	14 085	10 121	-3 964
Compte de réévaluation de swaps de devises	-2 258	-2 040	218
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 780	-7 267	-487
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 927	2 864	-63
Total de la dette non échue	421 149	413 766	-7 383
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	131 062	133 626	2 564
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	43 369	44 449	1 080
Autres comptes de pension et autres comptes	5 493	5 233	-260
Total des comptes de pension et autres comptes	179 924	183 308	3 384
Total de la dette portant intérêt	601 073	597 074	-3 999
Total du passif	702 505	693 213	-9 292
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	82 843	79 333	-3 510
Comptes d'opérations de change	40 827	39 242	-1 585
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	41 889	44 523	2 634
Total des actifs financiers	165 559	163 098	-2 461
Dette nette	536 946	530 115	-6 831
Actifs non financiers	55 447	54 698	-749
Dette fédérale (déficit accumulé)	481 499	475 417	-6 082

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Janvier 2007